

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2002.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 september 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL



F. 2002 — 3655

[C — 2002/27964]

26 SEPTEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat et le financement général des provinces wallonnes et du décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat entre la Région et les provinces wallonnes dans les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat et le financement général des provinces wallonnes;

Vu le décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat entre la Région et les provinces wallonnes dans les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis n° 14/2002 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 9 juillet 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 33.890/2/V, donné le 9 septembre 2002 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Conclusion du contrat de partenariat

Article 1^{er}. Dès qu'il est possible et au plus tard le 2 janvier de la première année du triennat, la députation permanente transmet au Gouvernement via le Ministre des Affaires intérieures, un avant-projet de contrat de partenariat reprenant une liste d'actions que la province souhaite mener en partenariat avec la Région wallonne.

Ne peut figurer dans la liste des actions visée à l'alinéa 1^{er}, la partie des dépenses couvertes par un subventionnement dont la province bénéficie pour les actions proposées.

Art. 2. Le projet de contrat de partenariat, résultant de contacts préalables avec chacun des Ministres fonctionnels, est négocié entre, d'une part, la députation permanente et, d'autre part, le Ministre-President, les Vice-Présidents, le Ministre des Affaires intérieures, et le(s) Ministre(s) fonctionnel(s) concerné(s). Les négociations sont menées de manière à établir, pour le 1^{er} mars de la première année du triennat au plus tard, un projet de contrat à soumettre à l'approbation du conseil provincial, d'une part, et au Gouvernement, via le Ministre des Affaires intérieures, d'autre part.

Le contrat tel qu'approuvé est signé par la députation permanente, d'une part, et par le Gouvernement, d'autre part, au plus tard le 31 mars de la première année du triennat.

CHAPITRE II. — Exécution du contrat de partenariat

Art. 3. Un comité d'accompagnement chargé de veiller à l'exécution coordonnée des engagements pris par chaque partie est constitué. Il est composé, d'une part, d'un représentant du Ministre-President, des Vice-Présidents, du Ministre des Affaires intérieures qui le préside, et d'un représentant de chaque Ministre fonctionnel concerné et, d'autre part, d'un nombre équivalent de représentants de la province, désignés par la députation permanente.

Le Gouverneur de la province, ou celui qu'il délègue, est invité à chacune de ses réunions.

Le comité d'accompagnement a pour mission de relayer toute information utile entre les parties et de signaler, sans délai, aux autorités compétentes les difficultés rencontrées par l'une ou l'autre de celles-ci.

Il est chargé d'établir le rapport d'évaluation visé au chapitre III du présent arrêté.

Il se réunit autant de fois que nécessaire, et au moins une fois par trimestre.

CHAPITRE III. — Evaluation du partenariat

Art. 4. § 1^{er}. Pour le 15 février au plus tard, le comité d'accompagnement transmet au Gouvernement et à la députation permanente un rapport d'évaluation intermédiaire relatif à l'exécution du partenariat pour l'exercice écoulé.

Ce rapport reprend un état complet de l'exécution des engagements repris dans le contrat de partenariat, portant sur la réalisation des actions, que sur l'engagement des budgets et le respect des délais.

Le comité d'accompagnement mentionne les appréciations complémentaires éventuelles de chaque partie.

Un avis du Gouverneur relatif à l'exécution des obligations par la province est joint au rapport.

§ 2. A l'issue de la dernière année du triennat, la procédure définie au § 1^{er} est appliquée pour l'établissement du rapport d'évaluation finale d'exécution du contrat de partenariat.

Art. 5. En application de l'article 8 du décret du 21 mars 2002 organisant le partenariat et le financement général des provinces wallonnes et, au plus tard, le 15 mars, le Gouvernement arrête l'état de réalisation du contrat de partenariat sur base du rapport du comité d'accompagnement.

Tout constat d'inexécution d'un engagement de la province est strictement motivé au regard du contrat de partenariat, ainsi que des évaluations et remarques formulées dans le rapport du comité d'accompagnement.

Art. 6. La province, par l'intermédiaire de la députation permanente, peut contester la décision du Gouvernement qui constate qu'elle n'a pas réalisé tout ou partie de ses engagements.

A cette fin, elle introduit une note motivée, dans les trente jours ouvrables de la notification, justifiant de sa contestation, auprès du Ministre des Affaires intérieures. Ce dernier présente au Gouvernement, selon la procédure prévue à l'article 8 du décret, une proposition de confirmation ou de révision de la décision contestée.

Le Gouvernement décide définitivement au plus tard le 31 mars.

CHAPITRE IV. — Révision du contrat de partenariat

Art. 7. A l'occasion d'une évaluation intermédiaire, le Gouvernement ou la province, par l'intermédiaire de la Députation permanente, peut proposer la révision du contrat de partenariat, soit d'initiative, soit sur proposition du comité d'accompagnement.

CHAPITRE V. — Sanction en cas d'inexécution du contrat de partenariat

Art. 8. A défaut de conclusion du contrat de partenariat au 31 mars, le Gouvernement a la faculté de réduire, d'une neuvième par mois de retard, le subventionnement lié au partenariat.

Toutefois, la faculté visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être mise en œuvre si au moins une partie de l'inexécution constatée dans le chef de la province peut être imputable également au Gouvernement.

CHAPITRE VI. — Dispositions transitoires et finales

Art. 9. Pour l'évaluation du premier contrat de partenariat (année 2003), les échéances prévues respectivement à l'article 4, alinéa 1^{er}, et à l'article 6, alinéa 3, du présent arrêté sont remplacées par les dates suivantes : le 30 septembre et le 15 novembre.

Art. 10. Le présent arrêté sort ses effets immédiatement.

Art. 11. Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 septembre 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3655

[C — 2002/27964]

26. SEPTEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 21. März 2002 zur Regelung der Partnerschaftvereinbarung und allgemeinen Finanzierung der wallonischen Provinzen und des Dekrets vom 21. März 2002 zur Regelung der Partnerschaftvereinbarung zwischen der Region und den wallonischen Provinzen in den durch Artikel 138 der Verfassung geregelten Bereichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. März 2002 zur Regelung der Partnerschaftvereinbarung und allgemeinen Finanzierung der wallonischen Provinzen;

Aufgrund des Dekrets vom 21. März 2002 zur Regelung der Partnerschaftvereinbarung zwischen der Region und den wallonischen Provinzen in den durch Artikel 138 der Verfassung geregelten Bereichen;

Aufgrund des am 9. Juli 2002 abgegebenen Gutachtens Nr. 14/2002 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 9. September 2002 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 33.890/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abschluss des Partnerschaftsvertrags

Artikel 1 - Sobald wie möglich und spätestens am 2. Januar des ersten Jahres der Dreijahresperiode übermittelt der Ständige Ausschuss der Regierung über den Minister der inneren Angelegenheiten den Vorentwurf eines Partnerschaftsvertrags einschließlich einer Liste von Aktionen, die die Provinz in Partnerschaft mit der wallonischen Region durchführen möchte.

Der Anteil der Ausgaben, für den die Provinz im Rahmen der vorgeschlagenen Aktionen in den Genuss einer Bezuschussung gelangt, darf nicht in der in Absatz 1 angeführten Liste aufgeführt werden.

Art. 2 - Der Entwurf eines Partnerschaftsvertrags, der aus im Vorfeld geführten Unterredungen mit jedem der von der Funktion her zuständigen Minister hervorgegangen ist, wird verhandelt zwischen einerseits dem Ständigen Ausschuss und andererseits dem Minister-Präsidenten, den Vizepräsidenten, dem Minister der inneren Angelegenheiten und dem oder den von der Funktion her zuständigen Ministern. Die Verhandlungen sind so zu gestalten, dass spätestens am 1. März des ersten Jahres der Dreijahresperiode ein Vertragsentwurf vorliegt, der dem Provinzialrat einerseits und der Regierung durch den Minister der inneren Angelegenheiten andererseits zur Genehmigung zu unterbreiten ist.

Der Vertrag wird nach dieser Genehmigung durch den Ständigen Ausschuss einerseits und die Regierung andererseits spätestens am 31. März des ersten Jahres der Dreijahresperiode unterzeichnet.

KAPITEL II — *Ausführung des Partnerschaftsvertrags*

Art. 3 - Es wird ein Begleitausschuss gebildet, der die Aufgabe hat, die aufeinander abgestimmte Ausführung der jeweiligen Pflichten der beteiligten Parteien zu überwachen. Er besteht einerseits aus einem Vertreter des Minister-Präsidenten, der Vizepräsidenten, des Minister der inneren Angelegenheiten, der den Vorsitz hat, und einem Vertreter jedes von der Funktion her zuständigen Ministers und andererseits aus der gleichen Anzahl von Vertretern der Provinz, die von dem Ständigen Ausschuss bezeichnet werden.

Der Provinzgouverneur oder sein Stellvertreter werden zu jeder der Versammlungen eingeladen.

Der Begleitausschuss hat die Aufgabe, alle zweckdienlichen Informationen an die beteiligten Parteien weiterzuleiten und die zuständigen Behörden unverzüglich auf Schwierigkeiten hinzuweisen, mit denen diese oder jene Partei konfrontiert wird.

Er hat die Aufgabe, den in Kapitel III des vorliegenden Erlasses angeführten Bewertungsbericht zu erstellen.

Er tritt so oft wie nötig und wenigstens einmal pro Quartal zusammen.

KAPITEL III — *Bewertung der Partnerschaft*

Art. 4 - § 1. Der Begleitausschuss übermittelt der Regierung und dem Ständigen Ausschuss spätestens am 15. Februar einen Zwischenbericht zur Bewertung der Ausführung der Partnerschaft im Laufe des vergangenen Jahres.

Dieser Bericht umfasst eine vollständige Aufstellung des Standes der Ausführung der im Partnerschaftsvertrag eingegangenen Verpflichtungen und bezieht sich sowohl auf die Durchführung der Aktionen als auch auf die Haushaltsverpflichtungen und die Einhaltung der Fristen.

Der Begleitausschuss führt ggf. die ergänzenden Bewertungen jeder der Parteien an.

Ein Gutachten des Gouverneurs, das sich auf die Ausführung der Verpflichtungen der Provinz bezieht, wird dem Bericht beigefügt.

§ 2. Am Ende des letzten Jahres der Dreijahresperiode wird das in § 1 erwähnte Verfahren für die Ausarbeitung eines abschließenden Berichts zur Bewertung des Partnerschaftsvertrags wiederholt.

Art. 5 - In Anwendung von Artikel 8 des Dekrets vom 21. März 2002 zur Regelung der Partnerschaftsvereinbarung und allgemeinen Finanzierung der wallonischen Provinzen und spätestens am 15. März bestimmt die Regierung den Stand der Ausführung des Partnerschaftsvertrags auf der Grundlage des Berichts des Begleitausschusses.

Jegliche Feststellung, dass die Provinz eine Verpflichtung nicht wahrgenommen hat, ist unter Heranziehung des Partnerschaftsvertrags sowie der Bewertungen und Anmerkungen, die der Begleitausschuss in seinem Bericht verfasst hat, ausführlich zu begründen.

Art. 6 - Durch den Ständigen Ausschuss hat die Provinz die Möglichkeit, den Beschluss der Regierung, durch den festgestellt wird, dass sie es unterlassen hat, alle oder einen Teil ihrer Verpflichtungen wahrzunehmen, zu beanstanden.

Diesbezüglich reicht sie innerhalb von dreißig Arbeitstagen ab der Zustellung des Beschlusses beim Minister der inneren Angelegenheiten eine begründete Mitteilung ein, in der sie ihre Beanstandung rechtfertigt. Gemäß dem in Artikel 8 des Dekrets vorgesehenen Verfahren unterbreitet der Minister der inneren Angelegenheiten der Regierung den Vorschlag, den beanstandeten Beschluss zu bestätigen oder zu ändern.

Die Regierung trifft spätestens am 31. März einen endgültigen Beschluss.

KAPITEL IV — *Änderung des Partnerschaftsvertrags*

Art. 7 - Im Rahmen einer Zwischenbewertung kann die Regierung oder die Provinz durch den Ständigen Ausschuss eine Änderung des Partnerschaftsvertrags vorschlagen, und zwar entweder auf eigene Initiative oder auf Vorschlag des Begleitausschusses.

KAPITEL V — *Sanktionen bei fehlender Ausführung des Partnerschaftsvertrags*

Art. 8 - Ist der Partnerschaftsvertrag am 31. März nicht abgeschlossen, hat die Regierung die Möglichkeit die an die Partnerschaft gebundene Bezuschussung um ein Neuntel je Monat der Verzögerung zu verringern.

Von dieser in Absatz 1 angeführten Möglichkeit kann jedoch nicht Gebrauch gemacht werden, falls wenigstens ein Teil der nicht ausgeführten Verpflichtungen, die zu Lasten der Provinz festgestellt wurden, auch der Regierung angelastet werden kann.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 9 - Für die Bewertung des ersten Partnerschaftsvertrags (Jahr 2003) werden die in Artikel 4, Absatz 1, bzw. Artikel 6, Absatz 3 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Fristen durch folgende Daten ersetzt: den 30. September und den 15. November.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird sofort wirksam.

Art. 11 - Der Minister der inneren Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. September 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

VERTALING

N. 2002 — 3655

[C — 2002/27964]

26 SEPTEMBER 2002. — **Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 21 maart 2002 houdende organisatie van het partnerschap en van de algemene financiering van de Waalse provincies en van het decreet van 21 maart 2002 houdende organisatie van het partnerschap tussen het Gewest en de Waalse provincies voor de aangelegenheden geregeld overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 maart 2002 houdende organisatie van het partnerschap en van de algemene financiering van de Waalse provincies,

Gelet op het decreet houdende organisatie van het partnerschap tussen het Gewest en de Waalse provincies voor de aangelegenheden geregeld overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies nr. 14/2002 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 9 juli 2002;

Gelet op het advies nr. 33.890/2/V, van de Raad van State, uitgebracht op 9 september 2002 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Sluiting van de partnerschapsovereenkomst*

Artikel 1. Zodra mogelijk en uiterlijk 2 januari van het eerste jaar van de driejarige periode bezorgt de bestendige deputatie de Regering via de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden een voorontwerp van partnerschapsovereenkomst, met een lijst van handelingen die de provincie in samenwerking met het Waalse Gewest overweegt uit te voeren.

Het gedeelte van de uitgaven gedekt door de subsidies die de provincie voor de voorgestelde handelingen geniet, mag niet voorkomen op de handelingenlijst bedoeld in het eerste lid.

Art. 2. Het ontwerp van partnerschapsovereenkomst, dat resulteert uit voorafgaande contacten met elke functionele Minister, is het voorwerp van onderhandelingen tussen de bestendige deputatie enerzijds en de Minister-President, de Vice-Presidenten, de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, en de betrokken functionele Minister(s) anderzijds. De onderhandelingen moeten uiterlijk op 1 maart van het eerste jaar van de driejarige periode uitmonden op een ontwerp van overeenkomst dat ter goedkeuring zal worden voorgelegd aan de provincieraad enerzijds en, via de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, aan de Regering anderzijds.

De goedgekeurde overeenkomst wordt uiterlijk op 31 maart van het eerste jaar van de driejarige periode ondertekend door de bestendige deputatie enerzijds en door de Regering anderzijds.

HOOFDSTUK II. — *Uitvoering van de partnerschapsovereenkomst*

Art. 3. Er wordt een begeleidingscomité opgericht om toe te zien op de gecoördineerde uitvoering van de verbintenissen die door elke partij worden aangegaan. Het bestaat enerzijds uit een vertegenwoordiger van de Minister-President, van de Vice-Presidenten, van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden die het voorzitterschap van het comité waarneemt en uit een vertegenwoordiger van elke betrokken functionele Minister en anderzijds uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de provincie, aangewezen door de bestendige deputatie.

De provinciegouverneur, of diens afgevaardigde, wordt op elke vergadering uitgenodigd.

De taak van het begeleidingscomité bestaat erin de partijen kennis te geven van alle nuttige informatie en de bevoegde overheden zo spoedig in te lichten over de problemen waarmee de één of andere partij te kampen heeft.

Het comité wordt belast met de opstelling van het evaluatieverslag bedoeld in hoofdstuk III van dit besluit.

Het comité vergadert zo vaak als nodig is en minstens éénmaal per kwartaal.

HOOFDSTUK III. — *Evaluatie van het partnerschap*

Art. 4. § 1. Het begeleidingscomité bezorgt de Regering of de bestendige deputatie uiterlijk op 15 februari een tussenevaluatieverslag over de uitvoering van het partnerschap voor het afgelopen boekjaar.

Dat verslag bevat een globaal overzicht van de nakoming van de verbintenissen bedoeld in de partnerschapsovereenkomst, zowel voor de uitvoering van de handelingen als voor de vastlegging van de begroting en de inachtneming van de termijnen.

Het begeleidingscomité vermeldt eventuele bijkomende beoordelingen van elke partij.

Het verslag gaat vergezeld van een advies van de gouverneur over de nakoming van de verbintenissen door de provincie.

§ 2. Aan het einde van het laatste jaar van de driejarige periode wordt het eindevaluatieverslag over de uitvoering van de partnerschapsovereenkomst opgemaakt volgens de procedure bedoeld in § 1.

Art. 5. De Regering bepaalt uiterlijk op 15 maart de staat van uitvoering van de partnerschapsovereenkomst op grond van het verslag van het begeleidingscomité, overeenkomstig artikel 8 van het decreet van 21 maart 2002 houdende organisatie van het partnerschap en van de algemene financiering van de Waalse provincies.

Elk proces-verbaal tot vaststelling van de niet-nakoming van een verbintenis door de provincie wordt behoorlijk gemotiveerd op grond van de partnerschapsovereenkomst alsmede van de evaluaties en opmerkingen geformuleerd in het verslag van het begeleidingscomité.

Art. 6. De provincie kan door toedoen van de bestendige deputatie de beslissing betwisten waarbij de Regering vaststelt dat ze haar verbintenissen of een deel ervan niet is nagekomen.

Daartoe bezorgt ze de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden binnen dertig werkdagen na de kennisgeving een gemotiveerde nota waarin ze haar betwisting rechtvaardigt. De Minister legt de Regering een voorstel van bevestiging of van herziening van de betwiste beslissing voor volgens de procedure bedoeld in artikel 8 van het decreet.

De Regering neemt uiterlijk op 31 maart een definitieve beslissing.

HOOFDSTUK IV. — *Herziening van de partnerschapsovereenkomst*

Art. 7. Naar aanleiding van een tussenevaluatie kan de Regering of de provincie via de bestendige deputatie, op eigen initiatief of op voorstel van het begeleidingscomité, de herziening van de partnerschapsovereenkomst voorstellen.

HOOFDSTUK V. — *Sanctie in geval van niet-uitvoering van de partnerschapsovereenkomst*

Art. 8. Als de partnerschapsovereenkomst niet gesloten is op 31 maart, mag de Regering de voor het partnerschap bestemde subsidies per achterstallige maand met een negende verminderen.

Die mogelijkheid vervalt evenwel als de niet-nakoming door de provincie voor ten minste een deel aan de Regering kan worden toegeschreven.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 9. Voor de evaluatie van de eerste partnerschapsovereenkomst (jaar 2003) worden de data bedoeld in artikel 4, eerste lid, en in artikel 6, derde lid, van dit besluit vervangen door de volgende data : 30 september en 15 november.

Art. 10. Dit besluit treedt onmiddellijk in werking.

Art. 11. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 september 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL